

Année 2010

**PRINCIPAUX TEXTES
OFFICIELS
EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
parus en 2010**

LOIS

PENIBILITE DU TRAVAIL

- Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites. (Journal Officiel du 10 novembre 2010 – pp. 20034-20055).

SECURITE SOCIALE

- Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité sociale pour 2011 + rectificatif. (Journal Officiel du 21 décembre 2010 – pp. 22409-22439 ; Journal Officiel du 26 décembre 2010 – p. 22690).

FONCTION PUBLIQUE

- Loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique. (Journal Officiel du 6 juillet 2010 - pp. 12224-12233).

HARCELEMENT

- Loi n° 2010-769 du 3 août 2009 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants. (Journal Officiel du 10 juillet 2010 – pp. 12762-12768).

POLITIQUE DE PREVENTION

- Ordonnance n° 2010-18 du 7 janvier 2010 portant création d'une agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. (Journal Officiel du 8 janvier 2010 – pp. 453-456).

DISPOSITIFS MEDICAUX

- Ordonnance n° 2010-250 du 11 mars 2010 relative aux dispositifs médicaux. (Journal Officiel du 12 mars 2010 – pp. 4870-4871).

MINISTERE EN CHARGE DU TRAVAIL

ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES

Tarification

- Décret n° 2010-753 du 5 juillet 2010 fixant les règles de tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles. (Journal Officiel du 7 juillet 2010 – pp. 12320-12324).
- Arrêté du 21 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles. (Journal Officiel du 29 octobre 2010 – pp. 19434-119435).
- Arrêté du 27 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité sociale. (Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22938-22964).

- Accidents de trajets

- Arrêté du 27 décembre 2010 fixant les majorations visées à l'article D. 242-6-4 du Code de la Sécurité sociale pour l'année 2011. (Journal Officiel du 29 décembre 2010 – p. 22964).

- Majorations ou subventions

- Décret n° 2010-1626 du 23 décembre 2010 modifiant l'article D. 242-6-4 du Code de la Sécurité sociale. (Journal Officiel du 26 décembre 2010 – pp. 22709-22810).
- Arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition

de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

(Journal Officiel du 15 décembre 2010 – pp. 21900-21904).

- Mines

- Arrêté du 27 décembre 2010 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles pour les exploitations minières et assimilées. (Journal Officiel du 29 décembre 2010 – p. 22964).

- Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

- Arrêté du 27 décembre 2010 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles. (Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22965-22984).
- Arrêté du 17 décembre 2010 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles. (Journal Officiel du 24 décembre 2010 – pp. 22616-22630).

Indemnités journalières

- Décret n° 2010-1305 du 29 octobre 2010 relatif au mode de calcul des indemnités journalières dues au titre de la maladie, de la maternité et des accidents du travail et maladies professionnelles. (Journal Officiel du 31 octobre 2010 – p.19618).
- Décret n° 2010-1306 du 29 octobre 2010 relatif au mode de calcul des indemnités journalières dues au titre de la maladie, de la maternité et des accidents du travail et maladies professionnelles. (Journal Officiel du 31 octobre 2010 – p. 19619).
- Circulaire N° DSS/SD2/2010/398 du 25 novembre 2010 relative à certaines modalités de calcul des indemnités journalières

dues au titre de la maladie, de la maternité et des accidents du travail et maladies professionnelles.
(<http://www.circulaires.gouv.fr> – 12 p.).

Tableaux

- Circulaire CIR-10/2010 du 20 mai 2010 relative à la modification d'un tableau de maladies professionnelles.
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 6 p.).
- Circulaire CIR-11/2010 du 20 mai 2010 relative à l'application du décret du 28 avril 2010 relatif à la transmission du rapport d'IP aux TCI.
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 9 p.).

Réparation

- Décret n° 2010-424 du 28 avril 2010 relatif à la procédure suivie devant les juridictions du contentieux technique de la sécurité sociale.
(Journal Officiel du 30 avril 2010 – pp. 7866-7867).

INAPTITUDE

- Décret n° 2010-244 du 9 mars 2010 relatif à l'indemnisation du salarié déclaré inapte suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.
(Journal Officiel du 11 mars 2010 – p. 4818).
- Arrêté du 25 juin 2010 fixant le modèle du formulaire "Accident du travail-Maladie professionnelle – Demande d'indemnité temporaire d'inaptitude".
(Journal Officiel du 7 juillet 2010 – p. 12324).
- Circulaire N° DSS/SD2C/2010/240 du 1^{er} juillet 2010 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-244 du 9 mars 2010 relatif à l'indemnisation du salarié déclaré inapte suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.
(Bulletin Officiel Santé, Protection sociale, Solidarité, n° 2010/7 du 15 août 2010 – p. 606).

ORGANISATION DE LA PREVENTION

- Décret n° 2010-1623 du 23 décembre 2010 relatif à la composition des commissions régionales des accidents du travail et des maladies professionnelles.
(Journal Officiel du 26 décembre 2010 – p. 22708).

INCENDIE

- Décret n° 2010-78 du 21 janvier 2010 relatif à l'information des travailleurs sur les risques pour leur santé et leur sécurité.
(Journal Officiel du 22 janvier 2010 – p. 1418).

RAYONNEMENTS IONISANTS

- Circulaire DGT/ASN n° 04 du 21 avril 2010 relative aux mesures de prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants.
(<http://www.circulaires.gouv.fr>).
- Décision n° 2010-DC-0191 du 22 juillet 2010 fixant les conditions et les modalités d'agrément des organismes mentionnés à l'article R. 1333-95 du Code de la Santé publique
(Journal Officiel du 9 décembre 2010 – 13 p.).

RAYONNEMENTS OPTIQUES

- Décret n° 2010-750 du 2 juillet 2010 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements optiques artificiels.
(Journal Officiel du 4 juillet 2010 – pp. 12149-12169).

MACHINES - EPI

- Circulaire DGT/2010/01 du 4 février 2010 concernant la mise en œuvre du décret du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle.
(www.circulaires.gouv.fr – 23 p.).

- Avis aux fabricants, importateurs, distributeurs, installateurs, organismes notifiés et aux utilisateurs d'équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur : antichutes mobiles incluant un support d'assurage rigide.
(Journal Officiel du 28 septembre 2010 – pp.17531-17532).

Surveillance du marché

- Note DGT/SAFSL 2010 du 9 mars 2010 relative au contrôle de la conformité des équipements de travail et la surveillance du marché.
(Bulletin Officiel Emploi, Travail, Formation professionnelle Cohésion sociale, n° 2010/4 du 30 avril 2010.).

PRODUITS CHIMIQUES

- Circulaire DGT 2010/03 du 13 avril 2010 relative au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail.
(<http://www.circulaires.gouv.fr> – 18 p.).
- Avis aux fabricants et importateurs de produits chimiques sur l'obligation de communiquer des informations sur la classification et l'étiquetage des substances dangereuses en application de l'article 40 du règlement (CE) n° 1272/2008 dit CLP.
(Journal Officiel du 8 octobre 2010 – pp. 18277-18278).

INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Conception

- Décret n° 2010-1017 du 30 août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques.
(Journal Officiel du 1^{er} septembre 2010 – pp.15931-15932).

Utilisation

- Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif

aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail.
(Journal Officiel du 1^{er} septembre 2010 – pp. 15929-15931).

- Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail.
(Journal Officiel du 1^{er} septembre 2010 – pp.15932-15933).

Opérations d'ordre électrique

- Décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage.
(Journal Officiel du 24 septembre 2010 – pp.17359-17360).

HYPERBARIE

- Arrêté du 4 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares.
(Journal Officiel du 15 Janvier 2010 – p. 811).

ORGANISMES AGREES

EPI

- Arrêté du 28 décembre 2009 relatif aux conditions d'habilitation des organismes notifiés pour mettre en oeuvre les procédures d'évaluation de la conformité des équipements de protection individuelle.
(Journal Officiel du 7 janvier 2010 – pp. 376-377).
- Arrêté du 13 septembre 2010 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type concernant certains équipements de protection individuelle.
(Journal Officiel du 22 septembre 2010 – p. 17248).
- Arrêté du 29 janvier 2010 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type et à l'évaluation des systèmes de garantie de

qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle.
(Journal Officiel du 9 février 2010 – pp. 2275-2276)

- Arrêté du 13 décembre 2010 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE de la production concernant les équipements de protection individuelle.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22930-22931).

Aération

- Arrêté du 4 février 2010 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2009 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.
(Journal Officiel du 16 février 2010 – p. 2882).
- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22935-22936).

Milieu hyperbare

- Arrêté du 28 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2009 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.
(Journal Officiel du 2 février 2010 – pp. 1981-1983).
- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22932-22933).

CHSCT

- Arrêté du 27 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2009 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.
(Journal Officiel du 2 février 2010 – p. 1981).

- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22937-22938).

- Formation

- Arrêté du 20 décembre 2010 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.
(Journal Officiel du 26 décembre 2010 – pp. 22711-22712).

Coordonnateurs

- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – p. 22937).

Eclairage

- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22936-22937).

Installations électriques

- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément de personnes et d'organismes pour la vérification des installations électriques.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – p. 22936).

Amiante

- Arrêté du 14 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.
(Journal Officiel du 28 décembre 2010 – pp. 22813-22814).

Plombémie

- Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle des valeurs limites biologiques fixées à l'article R. 4412-152 du Code du travail pour les travailleurs exposés au plomb (dosages de plombémie).
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – pp. 22933-22935).

AMIANTE

Cessation anticipée d'activité

- Décret n° 2009-1735 du 30 décembre 2009 modifiant le décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (rectificatif).
(Journal Officiel du 20 février 2010 – p. 3074)
- Circulaire N° DSS/SD2C/2010/21 du 22 janvier 2010 relative à l'allocation de cessation d'activité anticipée des travailleurs de l'amiante (ACAATA).
(Bulletin Officiel Santé, Protection sociale, Solidarité, n° 2010/2 du 15 mars 2010).
- Arrêtés du 2 février 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 10 février 2010 – pp. 2341-2342).
- Arrêté du 19 mars 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 21 mars 2010 – p. 5675).
- Arrêtés du 28 avril 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 30 avril 2010 – pp. 7867-7868).

- Arrêté du 5 juillet 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 8 juillet 2010 – p. 12555).
- Arrêté du 24 septembre 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 26 septembre 2010 – p. 17467).
- Arrêté du 24 septembre 2010 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 26 septembre 2010 – pp.17467-17468).
- Arrêté du 24 septembre 2010 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 15 octobre 2010 – p. 18523).
- Arrêté du 2 février 2010 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 10 février 2010 – pp. 2340-2341).
- Arrêté du 8 mars 2010 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.
(Journal Officiel du 16 mars 2010 – p. 4990).
- Arrêté du 28 avril 2010 la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles

d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (Journal Officiel du 30 avril 2010 – p. 7868).

FIVA

- Décision du 23 décembre 2009 relative à la création par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) d'un traitement informatisé de données nominatives. (Bulletin Officiel Santé, Protection sociale, n° 2010/1 du 15 février 2010 – pp. 320-321).

ORGANISMES ACCREDITES

- Décret n° 2010-699 du 25 juin 2010 relatif à l'accréditation des organismes de mesures et de vérifications mentionnés à l'article L. 4722-2 du Code du travail. (Journal Officiel du 27 juin 2010 – pp. 11579-11580).

STRESS

- Lettre ministérielle du 10 décembre 2009. (<http://www.travail-gouv.fr> – 3 p.).

VIEILLISSEMENT

- Circulaire interministérielle n° DSS/5B/5C/2009/374 du 14 décembre 2009 relative à la mise en oeuvre de la pénalité prévue à l'article L. 138-24 du Code de la sécurité sociale dont sont redevables les entreprises employant au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe dont l'effectif comprend au moins 50 salariés lorsqu'elles ne sont pas couvertes par un accord. (Bulletin Officiel Santé, Protection sociale, Solidarité, n° 2010/2 du 15 mars 2010).
- Lettre circulaire ACOSS n° 2010-032 du 8 février 2010 relative à la mise en oeuvre de la pénalité prévue à l'article L. 138-24 du Code de la sécurité sociale en l'absence d'accords ou de plans d'action en faveur des salariés âgés. (www.urssaf.fr – 13 p.).

POLITIQUE DE PREVENTION

- Circulaire DGT 2010/07 relative à la mise en oeuvre territoriale du plan santé au travail 2010-2014 (PST 2). (<http://www.circulaires.gouv.fr> – 6 p.).

Dispositions générales

- Arrêté du 2 août 2010 relatif à l'annulation de dispositions générales de prévention des risques professionnels élaborées par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. (Journal Officiel du 22 septembre 2010 – p. 17248).

Conventions nationales d'objectifs

- Activités de chaudronnerie

- Circulaire CNAMTS/DRP CIR-31/2010 du 19 novembre 2010 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de Chaudronnerie. (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 10 p.).

- Fabrication de produits en béton

- Circulaire CNAMTS/DRP CIR-29/2010 du 19 novembre 2010 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique à la Fabrication de Produits en Béton (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 9 p.).

- Maintenance industrielle

- Circulaire CNAMTS/DRP CIR-30/2010 du 19 novembre 2010 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de maintenance industrielle. (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> - 10 p.).

- Activités de la métallurgie

- Circulaire CNAMTS/DRP CIR-35/2010 du 9 décembre 2010 relative à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de la métallurgie et de la sous-traitance industrielle. (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> – 11 p.).

- Activités de fonderies

- Circulaire CNAMTS/DRP n° 34/2010 du 9 décembre 2010 relative à la Convention Nationale d'objectifs spécifique aux activités de fonderie.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/gi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> – 10 p.).

aux emplois de certains corps de fonctionnaires.

(Journal Officiel du 10 août 2010 – 3 p.).

SECOURISME

- Circulaire CNAMTS/DRP CIR-32/2010 du 3 décembre 2010 relative au sauvetage secourisme du travail.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI> – 2 p.).

INSPECTION DU TRAVAIL

- Circulaire DGT 2010/08 relative aux campagnes nationales de contrôle 2011.

(<http://www.circulaires.gouv.fr>, non publiée – 5 p.).

TABAGISME

Signalisation

- Arrêté du 1^{er} décembre 2010 fixant les modèles de signalisation prévus par l'article R. 3511 du Code de la santé publique.

(Journal Officiel du 11 décembre 2010 – pp. 21697-21700).

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

- Arrêté du 17 mai 2010 portant extension d'un accord interbranches applicable aux intermittents du spectacle.

(Journal Officiel du 28 mai 2010 – p. 9671).

FONCTION PUBLIQUE

Aptitude médicale

- Arrêté du 2 août 2010 relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès

MINISTERE EN CHARGE DE LA SANTE

RAYONNEMENTS IONISANTS

- Arrêté du 21 mai 2010 portant homologation de la décision n° 2010-DC-0175 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2010 précisant les modalités techniques et les périodicités des contrôles prévus aux articles R. 4452-12 et R. 4452-13 du Code du travail ainsi qu'aux articles R. 1333-7 et R. 1333-95 du Code de la santé publique.

(Journal Officiel du 15 août 2010 – pp. 14965-14978).

DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS

Elimination

- Décret n° 2010-1263 du 22 octobre 2010 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux produits par les patients en autotraitement.

(Journal Officiel du 24 octobre 2010 – pp. 19127-19128).

PROFESSIONS DE SANTE

Formation aux soins d'urgence

- Circulaire DGOS/DGS/RH1/MC n° 2010-173 du 27 mai 2010 relative à l'obligation d'obtenir l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence pour l'exercice de certaines professions de santé.

(Bulletin Officiel Protection sociale, Solidarité, n° 2010/6 du 15 juillet 2010 – pp. 154-157).

MICRO-ORGANISMES

- Décret n° 2010-736 du 30 juin 2010 relatif aux micro-organismes et toxines.

(Journal Officiel du 1^{er} juillet 2010 – pp. 11934-11939).

- Arrêté du 30 juin 2010 fixant la liste des micro-organismes et toxines prévue à l'article

L. 5139-1 du Code de la santé publique.
(Journal Officiel du 1^{er} juillet 2010 - pp. 11954-11955).

- Arrêté du 30 juin 2010 fixant les renseignements qui figurent sur l'autorisation mentionnée à l'article R. 5139-1 du Code de la santé publique.
(Journal Officiel du 1^{er} juillet 2010 - pp. 11955-11956).

- Arrêté du 30 juin 2010 fixant les renseignements qui figurent dans le registre ou les enregistrements mentionnés à l'article R. 5139-17 du Code de la santé publique, notamment les modalités de leur tenue et les informations qu'ils contiennent.
(Journal Officiel du 1^{er} juillet 2010 - pp. 11954-11955).

LEGIONELLOSE

- Arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.
(Journal Officiel du 9 février 2010 – pp. 2276-2277).

Bains à remous

- Circulaire N° DGS/EA4/2010/289 du 27 juillet 2010 relative à la prévention des risques infectieux et notamment de la légionellose dans les bains à remous (spas) à usage collectif et recevant du public.
(Bulletin officiel Santé, Protection sociale, Solidarité, n° 2010/8 du 15 septembre 2010 – pp. 314-321).

MINISTERE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

PRODUITS CHIMIQUES

Reach

- Avis aux opérateurs économiques sur l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles, en application de l'article 33 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH.
(Journal Officiel du 5 juin 2010 – pp. 10417-10419).
- Avis aux opérateurs économiques sur l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles, en application de l'article 33 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH.
(Journal Officiel du 8 juillet 2010 - pp. 12592-12594).
- Avis aux opérateurs économiques sur la première échéance d'enregistrement prévue par le règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH).
(Journal Officiel du 22 octobre 2010 – pp. 18967-18968).

TRANSPORT ROUTIER

Formation

- Décret n° 2010-931 du 24 août 2010 modifiant le décret n° 2007-1340 du 11 septembre 2007 relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs.
(Journal Officiel du 25 août 2010 - p.15328).

ASCENSEURS

- Décret n° 2010-782 du 8 juillet 2010 modifiant le décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs.
(Journal Officiel du 11 juillet 2010 – pp. 12863-12865).

AMIANTE

Diagnostic

- Arrêté du 5 novembre 2010 abrogeant l'arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié.
(Journal Officiel du 16 novembre 2010 – pp. 20393 -20394).

Déchets

- Arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes.
(Journal Officiel du 16 novembre 2010 – pp. 20388-20393).

FLUIDES FRIGORIGENES

- Décret n° 2010-456 du 4 mai 2010 abrogeant l'interdiction de réintroduire et réutiliser des fluides frigorigènes recyclés récupérés dans les équipements frigorifiques et climatiques.
(Journal Officiel du 6 mai 2010 – p.8191).

Organismes agréés

- Arrêtés du 30 décembre 2009 portant refus d'agrément d'un organisme candidat pour délivrer aux opérateurs les attestations de capacité prévues par l'article R. 543-99 du Code de l'environnement.
(Journal Officiel du 14 janvier 2010 – pp. 721-722).

INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Contrôle de conformité

- Décret n° 2010-301 du 22 mars 2010 modifiant le décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.
(Journal Officiel du 23 mars 2010 – pp. 5714-5715).

BIOCIDES

- Décret n° 2010-150 du 17 février 2010 relatif au contrôle des produits chimiques et biocides.
(Journal Officiel du 19 février 2010 – pp. 3018-3021).
- Décret n° 2010-883 du 27 juillet 2010 relatif à la transmission des quantités de produits biocides mises sur le marché annuellement.
(Journal Officiel du 29 juillet 2010 - p. 14025).
- Arrêté du 23 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides, aux fins de l'inscription de plusieurs substances actives aux annexes dudit arrêté.
(Journal Officiel du 15 janvier 2010 – pp. 789-807).
- Arrêté du 22 juin 2010 concernant l'interdiction d'utilisation de certains produits biocides.
(Journal Officiel du 3 juillet 2010 - pp. 12082-12083).
- Arrêté du 13 juillet 2010 pris en application de l'article 2 du décret n° 2009-1685 du 30 décembre 2009 fixant la composition et les modalités de présentation des dossiers relatifs aux demandes d'autorisation transitoire de mise sur le marché de certains produits biocides.
(Journal Officiel du 29 septembre 2010 – pp. 17559-17561).
- Arrêté du 20 août 2010 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides aux fins de l'inscription de plusieurs substances actives aux annexes dudit arrêté.
(Journal Officiel du 31 août 2010 - pp. 15803-15806).
- Avis aux producteurs, importateurs et distributeurs de substances actives et de produits biocides et autres responsables de la mise sur le marché de substances actives et de produits biocides.
(Journal Officiel du 27 février 2010 – pp. 3802-3803).

- Avis aux producteurs, importateurs et distributeurs de substances actives et de produits biocides et autres responsables de la mise sur le marché de produits biocides, concernant l'interdiction de mise sur le marché de certains produits biocides.
(Journal Officiel du 3 mars 2010 – pp. 4369-4383).

- Avis aux producteurs, importateurs et distributeurs de substances actives et de produits biocides et autres responsables de la mise sur le marché de produits biocides, et aux utilisateurs de produits biocides concernant l'interdiction d'utilisation de certains produits biocides.
(Journal Officiel du 27 août 2010 - pp. 15523-15537).

SYSTEMES DE CLIMATISATION

- Décret n° 2010-349 du 31 mars 2010 relatif à l'inspection des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles.
(Journal Officiel du 2 avril 2010 – pp. 6418-6419).
- Arrêté du 16 avril 2010 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts et les critères d'accréditation des organismes de certification.
(Journal Officiel du 27 avril 2010 – pp. 7634-7636).
- Arrêté du 16 avril 2010 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts.
(Journal Officiel du 27 avril 2010 – pp. 7636-7641).
- Arrêté du 16 avril 2010 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts et les critères d'accréditation des organismes de certification (rectificatif).
(Journal Officiel du 11 juillet 2010 - pp. 12864-12865).

PERMIS DE CONDUIRE

Incapacités physiques

- Arrêté du 31 août 2010 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée. (Journal Officiel du 14 septembre 2010 – pp. 16583-16602).

EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

- Décision BSEI n° 10-022 du 19 février 2010 relative aux modalités de requalifications périodiques des échangeurs haute pression et réacteurs tubulaires des unités de production de polyéthylène et copolymères d'éthylène sous haute pression. (Bulletin Officiel Développement durable, Energie, Prévention des risques..., n° 2010/22 du 10 décembre 2010 – pp. 46-47).
- Décision BSEI n° 10-021 du 19 février 2010 relative à l'approbation d'un guide professionnel pour l'établissement d'un plan d'inspection. (Bulletin Officiel Développement durable, Energie, Prévention des risques..., n° 2010/22 du 10 décembre 2010 – pp. 44-45).

- Organismes agréés

- Arrêté du 24 décembre 2009 portant agrément d'organismes pour l'application de l'arrêté du 10 mars 1986 relatif à la certification CEE ou CE des appareils à pression. (Journal Officiel du 13 janvier 2010 – pp. 669-670).
- Arrêté du 1^{er} mars 2010 portant agrément d'organismes pour l'application des articles 16 et 17 bis de l'arrêté du 24 mars 1978 modifié portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation d'appareils à pression. (Journal Officiel du 18 mars 2010 – p. 5122).

AEROSOLS

- Décret n° 2010-323 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des

générateurs d'aérosol.

(Journal Officiel du 25 mars 2010 – pp. 5843-5846).

- Arrêté du 23 mars 2010 pris pour l'application du décret n° 2010-323 du 23 mars 2010 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des générateurs d'aérosol. (Journal Officiel du 25 mars 2010 – pp. 5852-5857).

DEFIBRILLATEURS CARDIAQUES

- Arrêté du 16 août 2010 fixant les modalités de signalisation des défibrillateurs cardiaques automatisés externes dans les lieux publics. (Journal Officiel du 1^{er} septembre 2010 – pp. 15964-15966).

TRANSPORT EN COMMUN

Ethylotests antidémarrage

- Arrêté du 5 août 2010 modification l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes. (Journal Officiel du 17 août 2010 - p.14998).

EXPLOSIFS

- Décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs. (Journal Officiel du 6 mai 2010 – pp. 8185-8191).
- Arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs. (Journal Officiel du 6 mai 2010 – pp. 8193-8204).

TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

- Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de

marchandises dangereuses par voies terrestres
(dit "arrêté TMD").
(Journal Officiel du 17 décembre 2010 –
pp. 22226-22231).

MINISTERE EN CHARGE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

TRAVAUX FORESTIERS

- Décret n° 2010-1603 du 17 décembre 2010
relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur
les chantiers forestiers et sylvicoles.
(Journal Officiel du 22 décembre 2010 –
pp. 22502-22505).

HYGIENE ALIMENTAIRE

- Avis de validation de guides de bonnes
pratiques d'hygiène et d'application des
principes HACCP.
(Journal Officiel du 15 octobre 2010 –
p. 18555).
- Avis de validation de 2 guides de bonnes
pratiques d'hygiène et d'application des
principes HACCP.
(Journal Officiel du 3 mars 2010 – pp.4383-
4384).

MINISTERE EN CHARGE DE DE L'INDUSTRIE

QUADRICYCLES A MOTEUR

- Décret n° 2010-44 du 12 janvier 2010 relatif à l'information concernant l'interdiction de circulation sur les voies ouvertes au public de certains engins motorisés.
(Journal Officiel du 14 janvier 2010 – p. 736).

BASSE TENSION

Normes harmonisées

- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 modifié relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal Officiel du 17 janvier 2010 – pp. 985-1030).
- Avis relatif à l'application du décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 modifié relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
(Journal Officiel du 16 septembre 2010 – pp. 16766-16818).

MINISTERE EN CHARGE DE L'INTERIEUR

TRANSPORT DE PERSONNES

- Décret n° 2010-1223 du 11 octobre 2010 relatif au transport public de personnes avec conducteur.
(Journal Officiel du 20 octobre 2010 – pp. 18759-18760).
- Arrêté du 20 décembre 2010 relatif à l'attestation annuelle d'entretien des véhicules motorisés à deux ou trois roues utilisés pour le transport à titre onéreux de personnes.
(Journal Officiel du 29 décembre 2010 – p. 22923)

SECURITE ROUTIERE

Motocyclettes

- Arrêté du 17 décembre 2010 relatif aux conditions requises pour la conduite des motocyclettes légères et des véhicules de la catégorie L5e par les titulaires de la catégorie B du permis de conduire.
(Journal Officiel du 24 décembre 2010 – pp. 22610-22612).

SECOURISME

Défibrillateur

- Arrêté du 16 juillet 2010 relatif à l'initiation du grand public à la prise en charge de l'arrêt cardiaque et à l'utilisation de défibrillateurs automatisés externes.
(Journal Officiel du 4 août 2010 - p. 14389).

MINISTERE EN CHARGE
DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE

ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES

- Arrêté du 12 novembre 2009 portant abrogation de l'arrêté du 15 mars 2007 relatif à l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés mis à disposition de tiers pour une utilisation confinée à des fins de recherche, de développement ou d'enseignement. (Journal Officiel du 20 février 2010 – p. 3075).

UNION EUROPEENNE

PRODUITS CHIMIQUES

REACH

- Règlement (UE) N° 453/2010 de la Commission du 20 mai 2010 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 133 du 31 mai 2010 – pp.1-43).
- Rectificatif au règlement (UE) n° 453/2010 de la Commission du 20 mai 2010 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 236 du 7 septembre 2010 – pp. 18-60).
- Règlement (UE) N° 1152/2010 de la Commission du 8 décembre 2010 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 324 du 9 décembre 2010 – pp. 13-38).

Substances extrêmement préoccupantes

- Avis aux opérateurs économiques sur l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles, en application de l'article 33 du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH. (Journal Officiel du 30 janvier 2010 – pp. 1879-1881).

Biocides

- Directive 2010/5/UE de la Commission du 8 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de l'acroléine en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 36 du 9 février 2010 – pp. 24-26).
- Directive 2010/7/UE de la Commission du 9 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du phosphore de magnésium libérant de la phosphine en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – pp. 33-36).
- Directive 2010/8/UE de la Commission du 9 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de la warfarine sodique en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – pp. 37-39).
- Directive 2010/9/UE de la Commission du 9 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'extension de l'inscription à l'annexe I de la directive de la substance active phosphore d'aluminium libérant de la phosphine au type de produits 18 défini à l'annexe V de la directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – pp. 40-43).
- Directive 2010/10/UE de la Commission du 9 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du brodifacoum en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – pp. 44-46).
- Directive 2010/11/UE de la Commission du 9 février 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de la warfine en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – pp. 47-49).
- Directive 2010/50/UE de la Commission du 10 août 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de

l'inscription du dazomet en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° L 210 du 11 août 2010 – pp. 30-32).

- Directive 2010/71/UE de la Commission du 4 novembre 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de la métofluthrine en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 288 du 5 novembre 2010 – pp. 17-19).
- Directive 2010/72/UE de la Commission du 4 novembre 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du spinosad en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 288 du 5 novembre 2010 – pp. 20-22).
- Directive 2010/74/UE de la Commission du 9 novembre 2010 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins d'étendre l'inscription à l'annexe I de la substance active dioxyde de carbone aux produits du type 18. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 292 du 10 novembre 2010 – pp. 36-38).
- Décision de la Commission du 8 février 2010 concernant la non-inscription de certaines substances à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 36 du 9 février 2010 – pp. 36-50).
- Décision de la Commission du 8 février 2010 concernant la non-inscription du diazinon à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 36 du 9 février 2010 – pp. 34-35).
- Décision de la Commission du 9 février 2010 fixant un nouveau délai pour la soumission d'un dossier pour la terbutryne à examiner dans le cadre du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil. (Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 37 du 10 février 2010 – p. 72).

- Décision de la Commission du 8 novembre 2010 concernant la non-inscription de certaines substances à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 291 du 9 novembre 2010 – pp. 47-48).

Limitation d'emploi

- Règlement (UE) n° 276/2010 de la Commission du 31 mars 2010 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampante et allume-feu liquides et composés organostanniques).
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 86 du 1^{er} avril 2010 – pp. 7-12).
- Décision de la Commission du 20 avril 2010 concernant le réexamen de la restriction applicable aux paraffines chlorées à chaîne courte (PCCC) figurant à l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 100 du 22 avril 2010 – pp.15-16).

NORMES HARMONISEES

EPI

- Décision de la Commission du 18 mars 2010 relative au retrait de la référence de la norme EN ISO 4869-4:2000 – « Acoustique – Protecteurs individuels contre le bruit – Partie 4 : Mesurage des niveaux effectifs de pression acoustique des serre-tête destinés à la restitution du son (ISO/TR 4869-4:1998) », conformément à la directive 89/686/CEE du Conseil.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 69 du 19 mars 2010 – p. 20).
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989,

concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements de protection individuelle.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 118 du 6 mai 2010 – pp.10-40).

Appareils à gaz

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/142/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les appareils à gaz (version codifiée).
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 118 du 6 mai 2010 – pp.1-9).

Machines

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 136 du 26 mai 2010 – pp.1-41).
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 284 du 20 octobre 2010 – pp. 1-47).
- Rectificatifs à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 152 du 11 juin 2010 – p. 14).

Basse tension

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.
(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 71 du 19 mars 2010 – pp. 17-88).

Compatibilité électromagnétique

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 71 du 19 mars 2010 – pp. 1-16).

- Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/36/CEE.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 102 du 21 avril 2010 – pp.19-35).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 306 du 11 novembre 2010 – pp. 1-17).

Ascenseurs

- Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux ascenseurs.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 87 du 1er avril 2010 – p. 23).

Atmosphères explosibles

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les

appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 97 du 16 avril 2010 – pp.1-10).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 183 du 7 juillet 2010 – pp. 1-9).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des Etats membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 251 du 17 septembre 2010 – pp. 1-10).

Produits de construction

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/106/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 167 du 25 juin 2010 – pp. 1-79).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/106/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° C 344 du 17 décembre 2010 – pp. 1-31).

Dispositifs médicaux

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990

concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 183 du 7 juillet 2010 – pp. 10-14).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 183 du 7 juillet 2010 – pp. 15-44).

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 183 du 7 juillet 2010 – pp. 45-49).

Réipients à pression

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux récipients à pression simples (version codifiée).

(Journal Officiel de l'Union Européenne n° C 229 du 25 août 2010 – pp. 1-3).

RISQUE BIOLOGIQUE

- Directive 2010/32/UE du Conseil du 10 mai 2010 portant application de l'accord-cadre relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et sanitaire conclu par l'HOSPEEM et la FSESP.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 134 du 1^{er} juin 2010 – pp. 66-72).

EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

- Directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 relative aux équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 165 du 30 juin 2010 – pp. 1-18).

COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS

- Directive 2010/79/UE de la Commission du 19 novembre 2010 portant adaptation au progrès technique de l'annexe III de la directive 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 304 du 20 novembre 2010 – pp. 18-19).

- Décision de la Commission du 22 juillet 2010 établissant un modèle commun pour le deuxième rapport des Etats membres sur la mise en œuvre de la directive 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 301 du 18 novembre 2010 – pp. 4-9).

EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES

Cadmium

- Décision de la Commission du 25 février 2010 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du cadmium.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 49 du 26 février 2010 – p. 32).

- Décision de la Commission du 24 septembre 2010 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exemptions relatives aux applications utilisant du plomb, du mercure, du cadmium, du chrome hexavalent, des polybromobiphényles ou des polybromodiphényléthers.

(Journal Officiel de l'Union Européenne, n° L 251 du 25 septembre 2010 – pp. 28-34).

INDEX

MOTS-CLES	PAGES
Abattoir	24
Accident du travail	3-4-5-6-23
Aération	10
Agriculture	23
Amiante	6-7-13-25-32
Appareil à gaz	30-31
Ascenseur	31
Atmosphère explosible	29
Basse tension	19-31
Biocide	16-17-26-27-28
Blanchisserie	11
BTP	10-11
CMR	16-25
CHSCT	10
Composé organique volatil	32
COCT	6
Code du travail	4
Compatibilité électromagnétique	19-31
Coordonnateur	10
Déchets	18
Dispositif médical	13-29-30-32
Eclairage	10
Enfant	13
Environnement	3-10-13-14-15-18-25-26-27
EPI	7-8-20-28-29
Équipement de travail	7-8-27-28
Équipement électronique	18-31

Équipement sous pression	18-28-30
ERP	18-21-22
ESB	24
Établissement de soins	10
Étiquetage	6-26
Fluide frigorigène	17
Formation	3-7
Gens de mer	32
Grippe A	11
Grue	8
Handicapé	11-17-20
Hygiène alimentaire	20-24
Hyperbare	9
IGH	21-22
Imprimerie	11
Inspection du travail	6
Installation classée	3-10-13-14-15-16-17
Installation électrique	10
Jeune	13-19-20
Machine	7-8-9-28-29
Maladie professionnelle	4-5-23
Manutention portuaire	11
Mayotte	6
Mines	5
Nickel	13
Norme	20-28-29
Organisme agréé	9-10-13-21-22
Organisme génétiquement modifié	31
Plasturgie	10
Permis de conduire	32
Plomb	13
Plombémie	9
Produit chimique	6-9-13-14-15- 16-17-25-26-27-28
Produit phytopharmaceutique	23
Quad	18-20
Quasi-machine	8
Radioprotection	8-12
Rayonnement ionisant	8-9-12

Risque biologique	12
Risque chimique	6-9-13-14-15-16-17-25-26
Santé publique.....	3
Sécurité sociale	3-10-11
Spectacles	13
Sécurité routière	17-18
Secourisme	13-22
Surveillance médicale	23
Stagiaire	3
Stress	9
Tableaux	4-5-23
Tarifcation	5-6-20-23
Téléphérique	18
Tracteur	32
Transport	3-18
Transport de matières dangereuses	18
Transport public guidé	18
Travail en hauteur	8-23
Travail temporaire	3-11
Valeur limite	6-26
Viellissement	19